

MGI GROUPE

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2022

- BILAN
- COMPTE DE RESULTAT
- TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
- TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
- ANNEXE

K€

ACTIF	30 Juin	31 Décembre
	2022	2021
Ecart d'acquisitions net	660	702
Immobilisations incorporelles en cours	12 469	10 475
Immobilisations incorporelles nettes	4 511	2 992
Immobilisations corporelles en cours	17	17
Immobilisations corporelles nettes	44 889	44 622
Immobilisations financières nettes	2 694	2 663
Titres mis en équivalence	73	73
Total de l'actif immobilisé	65 313	61 544
Stocks en cours	30 169	24 601
Clients et comptes rattachés	2 619	4 051
Autres créances	4 858	3 768
Impôts différés actifs	304	401
Disponibilités	31 893	43 312
Total de l'actif circulant	69 843	76 133
Charges constatées d'avance	278	212
Ecart de conversion actif		
TOTAL DE L'ACTIF	135 434	137 889

K€

PASSIF	30 Juin	31 Décembre
	2022	2021
Capital	6 246	6 234
Primes d'émission	19 248	19 260
Réserves consolidées	86 642	81 544
Réserves de conversion		92
Subvention d'équipement	109	113
Résultat de l'exercice	3 415	5 479
Total capitaux propres du groupe	115 660	112 538
Capitaux minoritaires hors groupe		
Avances conditionnées BPI		17
Provisions pour risques et charges	513	613
Emprunts et dettes financières	11 179	17 593
Fournisseurs et comptes rattachés	4 026	3 003
Dettes sociales et fiscales	3 186	3 373
Impôts différés passifs		
Autres dettes	640	568
Total des dettes	19 031	24 537
Produits constatés d'avance	207	184
Ecart de conversion passif	23	
TOTAL DU PASSIF	135 434	137 889

GROUPE MGI COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL

K€

au 30 Juin

	2022	2021
Chiffres d'affaires	19 963	16 603
Autres produits d'exploitation	6 142	4 977
Produits d'exploitation	26 105	21 580
Achats et variation de stocks	9 736	8 342
Autres charges externes	3 703	2 654
Impôts et taxes	79	214
Charges de personnel	6 347	5 921
Dotations aux amortissements et provisions	2 223	1 490
Autres charges	35	41
Charges d'exploitation	22 123	18 662
RESULTAT D EXPLOITATION	3 982	2 918
Produits financiers	258	73
Charges financières	67	88
RESULTAT FINANCIER	191	- 15
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	4 173	2 903
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4	549
Impôts courant sur le résultat	- 623	- 790
Impôt différé	- 97	15
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	3 457	2 677
Résultat des sociétés mises en équivalence	- 42	- 42
Dotations aux amortissements liés aux écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 415	2 635
Intérêts minoritaires		
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	3 415	2 635
Résultat par action (en €)	0,55	0,43
Résultat par action dilué	0,55	0,43

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	CAPITAL	PRIMES RESERVES	RESULTAT CONSOLIDE	RESERVE DE CONVERSION	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	TOTAL
31-déc-20	6 195	95 257	5 447	28	121	107 048
Affectation résultat n-1		5 447	- 5 447			-
Augmentation de capital	39	- 39				-
Variation des réserves consolidés		- 508				- 508
Variation Actions propres		647				647
Variation des réserves de conversion				- 120		- 120
Subvention d'équipement					8	8
Résultat de l'exercice n			5 479			5 479
31-déc-21	6 234	100 804	5 479	92	113	112 538
Affectation résultat n-1		5 479	- 5 479			-
Augmentation de capital	12	- 12				-
Variation des réserves consolidés		- 646		92		- 554
Variation Actions propres		266				266
Variation des réserves de conversion						-
Provisions réglementées						-
Subvention d'équipement					4	4
Résultat de l'exercice n			3 415			3 415
30-juin-22	6 246	105 891	3 415	-	109	115 661

TABLEAUX CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE

	2022 30-juin	2021 31-déc
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	3 415	5 479
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Amortissements et provisions nets	- 1 182	- 1 461
Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	-	- 604
Quote part des actionnaires minoritaires	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 233	3 414
Variation des créances d'exploitation	- 4 776	- 1 639
Variation des dettes d'exploitation	954	724
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 3 822	- 915
Flux net de trésorerie lié à l'activité	- 1 589	2 499
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Capex R&D	- 3 807	- 6 286
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 3 817	- 837
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 549	5 564
Variation des immobilisations financières	- 31	- 234
Ecarts d'acquisition filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 3 106	- 1 793
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunt	- 11 463	- 6 288
Souscription d'emprunt	5 033	39
Augmentation de capital		
Frais sur opération de capital		
Autres variations - actions propres	266	647
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 6 164	- 5 602
Incidence des variations de taux de change	- 560	- 508
Variation de trésorerie	- 11 419	- 5 404
Trésorerie d'ouverture	43 312	48 716
Trésorerie à la clôture	31 893	43 312
Variation de trésorerie	- 11 419	- 5 404

ANNEXE

GROUPE MGI AU 30 JUIN 2022

Faits caractéristiques de l'exercice

Fermeture de l'entité MGI USA suite au transfert des ressources humaines et stocks à Konica Minolta USA à fin 2021.

Nature et description de l'activité

Le groupe MGI propose une gamme complète de systèmes d'impressions numériques à destination des professionnels de l'imprimerie et des arts graphiques.

Le groupe est composé au 30 juin 2022 des sociétés suivantes :

- La SA MGI au capital de 6 234 480€ ayant son siège social au 4 rue de la Méridienne, 94260 Fresnes, est la société mère, fabrique des solutions d'impression numérique,
- La société KORA PACKMAT, au capital de 500 000€, est spécialisée en mécanique et commercialise les équipements auprès de professionnels, son siège social se situe au 18 Gewerbestr à Villingendorf en Allemagne, elle est détenue à 100%,
- La SCI Gamma, au capital de 40 000€, située au 32 rue de Soyouz, 87000 Limoges, spécialisée dans le secteur d'activité de la location de terrains et d'autres biens immobiliers, elle est détenue à 100%,
- La SAS INKJET, au capital de 300 000€, est spécialisée dans le conseil, son siège social se situe au 10 avenue du maréchal Joffre, 92190 MEUDON, elle est détenue à 25 %.

Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société MGI SA présentés ont été préparés pour les besoins du marché Euronext Growth.

MGI SA a opté pour une présentation des comptes consolidés selon les principes comptables généralement admis en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, actualisées des règlements modificatifs ultérieurs, sont appliquées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes au 30 juin 2022 en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2022 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 31 décembre 2021.

Modalités de consolidation

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation retenues par la société MGI sont les suivantes :

- Sont consolidées par intégration globale, les sociétés dans lesquelles MGI exerce un contrôle exclusif directement ou indirectement,
- Sont consolidées par mise en équivalence les sociétés dans lesquelles MGI exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20%.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes des sociétés du Groupe au 30 juin 2022.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de consolidation	Intérêts (%)	Contrôle (%)	Pays d'activité
MGI SA	Société Mère	N/A	N/A	France
GAMMA	Intégration Globale	100 %	100 %	France
KÖRA-PACKMAT	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
INKJET TECHNOLOGY	Mise en équivalence	25 %	25 %	France

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée par intégration globale.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation des écarts d'acquisition ainsi que leur durée d'utilité retenue, la valorisation des actifs incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour les impôts différés.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à l'écart calculé entre :

- le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées
- la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans les capitaux propres à la date d'acquisition.

Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur et l'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition, allant de 5 à 20 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an lors de la clôture des comptes ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue selon la même méthode que celle utilisée au moment des acquisitions décrite ci-dessus.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif en provision pour risques et charges et font l'objet dans le cas où ils correspondraient à une prévision de pertes futures à une reprise par résultat étalée dans le temps selon un rythme prédéfini. Dans le cas où ils ne correspondent pas à des risques identifiés, ils sont repris en résultat de l'année d'acquisition.

Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe MGI France sont les suivants :

Conversion des états financiers et des transactions libellés en monnaie étrangère.

Les bilans des Sociétés étrangères sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des composantes de la situation nette, qui sont converties aux cours historiques. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans les capitaux propres en réserve de conversion.

Les opérations en devises sont converties au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties au cours en vigueur à la date d'établissement des comptes.

Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- dépenses de recherche et développement sur projets en cours non encore commercialisés
- logiciels
- brevets
- Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement inscrits en immobilisations lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :
 - le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts imputables à ce produit ou ce procédé peuvent être individualisés et mesuré de façon fiable,

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
- probabilité que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Les développements portent sur un projet principal qui vise à développer une solution d'impression numérique grand format, sur tout support en technologie jet d'encre. Le projet intègre le développement de logiciels de pilotage et de gestion d'impression associés.

- Les logiciels acquis sont amortis sur le mode linéaire de 1 à 3 ans.
- Les brevets sont amortis sur le mode linéaire sur 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations dont le groupe dispose au travers de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des acquisitions en pleine propriété. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessus et la dette correspondante figure au passif.

Ces immobilisations corporelles comprennent entre autre les frais de développement liés à des plateformes expérimentales de familles de machines déjà commercialisées et en cours d'amortissement. Ces plateformes sont amorties sur 9 ans.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

Constructions :	linéaire sur 10 et 40 ans.
Matériel de production :	linéaire sur 2 à 10 ans.
Matériel de bureau et informatique:	linéaire sur 3 à 5 ans.
Mobilier de bureau :	linéaire sur 5 à 10 ans.
Agencements, installations :	linéaire sur 5 à 12 ans.
Matériel de transport :	linéaire sur 2 à 5 ans.
Plateformes expérimentales	linéaire sur 9 à 15 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et de cautionnements, comptabilisées à leur valeur historique.

Titres mis en équivalence

Le principe général de mise en équivalence des comptes d'une entreprise consiste à substituer, dans le bilan consolidé, à la valeur comptable des titres de l'entreprise mise en équivalence, la part des capitaux propres (y compris le résultat de l'exercice) de cette entreprise, déterminés d'après les règles de consolidation. Cette quote-part de capitaux propres retraités est portée sur une ligne distincte du bilan consolidé intitulée « Titres mis en équivalence ».

Le compte de résultat consolidé doit reprendre, sur une ligne spécifique intitulée « Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence », la fraction du résultat net de l'entreprise mise en équivalence, déterminée d'après les règles de consolidation.

En l'absence de précision complémentaire des textes spécifiques aux comptes consolidés, les titres mis en équivalence sont généralement évalués conformément aux principes généraux d'évaluation des titres de participation, au plus faible des deux montants suivants :

- valeur comptable consolidée des titres mis en équivalence, celle-ci comprenant, le cas échéant, la valeur comptable de l'écart d'acquisition, même si celui-ci est comptabilisé sur une ligne séparée ;
- valeur d'utilité des titres mis en équivalence, celle-ci représentant ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir.

Aucune dépréciation des titres mis en équivalence n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés.

Stocks

Les stocks sont constitués à la fois de stations d'impression numériques, de produits en cours de réalisation et de consommables.

Les encours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production qui comprend le coût de consommation de matières premières, les coûts de main d'œuvre et les coûts de sous-traitance.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est devenue inférieure à la valeur comptable.

La Société commercialise ses services auprès d'une clientèle composée pour l'essentiel de professionnels de l'imprimerie, reprographie et grands comptes. La société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

De plus pour chaque nouveau client et pour son chiffre d'affaires consommables une demande d'agrément plafonnée à 16 000 € HT est présentée à notre compagnie d'assurance.

Disponibilités

La société possède des comptes libellés en devises. Il est procédé à leur conversion au taux de clôture de l'exercice.

Les écarts de change (produits ou charges) sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice.

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Avances conditionnées

Lorsque la société perçoit des avances remboursables en vue de faciliter le lancement d'études de développement et de fabrication de certains matériels, elles sont comptabilisées en « Emprunts et dettes assortis de conditions particulières » présentées au bilan dans la rubrique « Avances conditionnées BPI ».

Le remboursement de ces avances est basé sur l'atteinte d'objectif de chiffre d'affaires réalisé sur les produits et services liés aux projets aidés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des éléments suivants :

- Ventes de matériel (stations d'impression numérique)
- Prestations de services (maintenance, formation...)
- Ventes de marchandises (consommables, matériel informatique)

Le chiffre d'affaires issu de la vente de matériels et de marchandises est reconnu à la livraison ou à la mise à disposition à l'usine s'agissant de ventes aux distributeurs.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance et du SAV est reconnu prorata temporis sur la durée du contrat. Ce principe entraîne la constatation de produits constatés d'avance pour la partie de la facturation relative à la période postérieure à la date de clôture.

Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

Impôt sur les sociétés

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû par les sociétés du groupe MGI. Cet impôt est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date de clôture.

Impôts différés

Les impôts différés sont constatés :

- à la clôture lorsqu'il existe une situation fiscale latente et que la situation fiscale de la société le permet. Des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et valeur comptable des actifs et passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les pertes fiscales reportables donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ses actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs.
- à la suite des retraitements effectués sur les comptes consolidés.

Conformément à la méthode du report variable, les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés, actifs ou passifs, sont compensés entre eux au niveau de chaque entité fiscale et sont portés pour leur montant net, au passif ou à l'actif.

Information sectorielle

La nature de l'activité du groupe MGI permet de définir les secteurs suivants :

- le premier niveau d'information sectoriel est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients France et International.

- le second niveau d'information sectoriel est organisé par secteur d'activité : imprimantes, consommables et services.

Crédits d'impôt

▪ Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et est comptabilisé en produit d'exploitation. Ce dernier est imputé sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable, en régime de droit commun, sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en autres produits d'exploitation dans les comptes consolidés.

Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en tenant compte des instruments dilutifs ayant déjà été émis.

Note 1 : Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition peuvent être résumés comme suit :

Il s'agit d'un écart d'acquisition dégagée lors de l'achat des titres Kora Packmat.

Au cours du deuxième semestre 2011, la société MGI SA a acquis 35% du capital social de la société Kora Packmat.

Début 2015, la société MGI SA a acquis 63,70% du capital social de la société Kora Packmat. ce qui porte sa participation à 98,70%.

En 2016 La société MGI a acquis 100% de la société Kora Packmat.

Cette opération a généré un écart d'acquisition d'un montant de 1 197K€.

Cet écart est amorti sur une durée de 15 ans. Son amortissement au 30 juin 2022 est de 598K€.

Nouvel écart d'acquisition lors de la fusion des sociétés MGI et Ceradrop, la SCI Gamma détenue à 100%

Cette opération a généré un écart d'acquisition d'un montant de 80K€, son amortissement au 30 juin 2022 est de 18K€

Date	Brut	Amort.	Amort. Except	Ecart d'acquisit.net
30/06/2022	1 276	- 616		660

Note 2 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	30/06/2022
		exercice 2022		
Immobilisations incorporelles en cours	10 492	3 616	- 1 622	12 486
Frais d'établissement	-			-
Logiciels & Brevets - Autres immobilisations inc.	9 526	1 886		11 412
Fonds de commerce	27			27
Total	20 045	5 502	- 1 622	23 925
Amortissement	- 6 561	- 367		- 6 928
Valeurs nettes	13 484			16 997

Note 3 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022			31/12/2021
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Constructions	4 508	- 460	4 048	4 076
Installation tech, mat et outillages	43 240	- 3 622	39 618	39 345
Autres immobilisations corporelles	7 921	- 6 698	1 223	1 201
Immobilisations corporelles en cours	-		-	-
Total	55 669	- 10 780	44 889	44 622

Les immobilisations correspondantes à des crédits baux représentent un montant brut de 2 300K€ et correspondent notamment au crédit bail immobilier de KORA

	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	Ecart de change	30/06/2022
		exercice 2022			
Valeurs brutes	56 475	2 121	- 2 927		55 669
Amortissements	- 11 853	- 1 854	2 927		- 10 780
Valeurs nettes	44 622	267	-	-	44 889

Note 4 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2021	Augmentations	diminutions	Retraitement	30/06/2022
		exercice 2022			
Immobilisations financières	2 663	32	- 1		2 694

Les immobilisations financières sont essentiellement représentatives de dépôts et cautionnements données en garantie des loyers des locaux.

En juin 2019, la société a acquis 423 728 actions valorisées à 1 499 997,12€ de la société Dracula Technologies

Note 5 : Titres de participation mis en équivalence

(en milliers d'euros):

	31/12/2021	augmentations	diminutions	Reclassement	30/06/2022
Titres de participation mis en équivalence	73				73

Ces titres sont composés uniquement de la participation à hauteur de 25% dans le capital social de la société INKJET pour un montant de 73K€

Note 6 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022			31/12/2021
	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Marchandises/Stocks mat.première et autres appro.	18 062	- 38	18 024	13 458
Produits Intermédiaires et finis	15 482	- 3 337	12 145	11 143
Total	33 544	- 3 375	30 169	24 601

Note 7 : Clients

Le détail du compte clients et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Créances clients	3 073	4 508
	- 454	- 457
Total	2 619	4 051

Note 8 : Autres créances

L'ensemble de ces créances s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
TVA déductible, créances fiscales et sociales	901	656
Crédit d'impôts recherche et acomptes IS	2 902	2 102
Acomptes fournisseurs et autres créances	1 055	1 010
Total	4 858	3 768

Le poste crédit d'impôt recherche et acompte IS se décompose de la manière suivante :

cir 2022	1 198
Autres crédits d'impôts	1 704
	2 902

Le poste acomptes fournisseurs et autres créances se décompose de la manière suivante :

Avances fournisseurs	827
Subventions à recevoir	
Débiteurs divers	174
Autres	54
	1 055

Note 9 : Impôts différés actifs

L'impôt différé actif s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Base - Retraitements de consolidation	314	645
Base- Ecart sur valeur d'acquisition	598	558
Total base fiscale différée	912	1 203
Impôts différé actif	304	401

Note 10 : Ventilation des créances

Etat des créances	Total	<1 an	>1 an	>5 ans
Autres immobilisations financières	1 194			1 194
Avances et acomptes versés fournisseurs	827	827		
Créances clients et comptes rattachés	2 616	2 616		
Clients douteux brut	457		457	
Personnel	4	4		
Organismes sociaux	47	47		
Etat	3 803	3 803		
Subventions à recevoir				
Débiteurs divers et autres	177	177		
Charges constatées d'avance	278	278		
Totaux	9 403	7 752	457	1 194

Note 11 : Disponibilités

Le détail des disponibilités ressort comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Comptes à terme	28	31
Comptes bancaires en €	30 259	40 454
Comptes bancaires en devises	1 606	2 827
Total	31 893	43 312

Les comptes bancaires en devises sont convertis au taux de clôture.

Note 12 : Charges constatées d'avance

Le détail des charges constatées d'avance ressort comme suit (en milliers d'euros)

Celles-ci sont essentiellement constituées de :

	30/06/2022	31/12/2021
Foires et salons	-	
Autres charges d'exploitation	278	212
Total	278	212

Note 13 : Capital social

Le capital social est composé de 6 246 480 actions d'une valeur de 1 €

	31/12/2021	nombre d'actions créées	30/06/2022
	6 234 480	12 000	6 246 480

	31/12/2021	augmentation	diminution	30/06/2022
Capital social	6 234 480	12 000		6 246 480
Primes d'émission	19 260 274		- 12 000	19 248 274

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 30 juin 2022, la société MGI détenait 78 218 actions acquises pour un montant de 3 006 339€, le résultat y afférant est de (221 743)€.

Note 14 : Avances conditionnées BPI

Dans le cadre de sa recherche la société a bénéficié de différentes avances conditionnées (en milliers d'euros):

	31/12/2021	souscription	remboursement	30/06/2022
Avances conditionnées BPI	17		17	-

Le remboursement de ces avances est basé sur l'atteinte d'objectif de chiffre d'affaires réalisé sur les produits et services liés aux projets aidés.

Note 15 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Provisions pour risques et charges explt	33	33
Provisions pour pension	480	580
Total	513	613

La méthode retenue pour le calcul de l'engagement en matière de retraite est la méthode des unités de crédit projeté.

Elle retient comme base le salaire de fin de carrière, les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proraisée. Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

- Taux IBOXX Corporates AA : 2,63%
- Revalorisation des salaires pour les cadres et non cadres de 2%
- Charges sociales patronales de 42%
- Départ volontaire à la retraite 100%
- Mobilité des actifs avec un turnover moyen
- Probabilité de survie : table INSEE 2021

Note 16 : Emprunts et dettes financiers

Les emprunts et dettes financiers du groupe sont les suivants (en milliers d'euros):

	31/12/2021	souscription	remboursement	30/06/2022
Emprunts auprès des établist de crédits *	16 239	5 000	- 11 374	9 865
Intérêts courus sur emprunts	39	33	- 39	33
Dettes de crédit bail	1 315		- 34	1 281
Dépôt de garantie client				-
Total	17 593	5 033	- 11 447	11 179

* hors BPI av conditionnées

Echéancier des emprunts au 30-juin-22	Emprunts auprès des établis crédits	Crédit bail	Dépôt de garantie	total
Moins d'un an	3 577	121		3 698
Entre 1 et 5 ans	6 321	486		6 807
Plus de 5 ans		674		674
Total	9 898	1 281	-	11 179

Note 17 : Dettes**Dettes fournisseurs et comptes rattachés**

Le détail du compte fournisseurs et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Dettes fournisseurs	3 500	2 622
Fournisseurs factures non parvenues	526	381
Total	4 026	3 003

L'ensemble des dettes fournisseurs et comptes rattachés a une échéance inférieure à un an.

Dettes sociales et fiscales

Le détail des dettes sociales et fiscales est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Dettes envers le personnel	950	645
Dettes fiscales et sociales	2 236	2 728
Total	3 186	3 373

L'ensemble des dettes sociales et fiscales a une échéance inférieure à un an.

Elles sont constituées pour l'essentiel, de la provision pour congés payés, des charges sociales du mois de juin et celles du 2ème trimestre en ce qui concerne les caisses de retraite.

Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Acomptes clients sur commandes	633	550
Avance COFACE et divers	7	18
Total	640	568

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont constitués des contrats de maintenance liés à la vente de nos équipements, retenus au protara temporis sur la durée des contrats (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Contrats de maintenance	207	184
Equipements et services		-
Total	207	184

Note 18 : Informations sectorielles

Le tableau ci-dessous résume de manière synthétique la répartition du chiffre d'affaires (en milliers d'euros):

par secteur géographique

	30/06/2022	%	31/12/2021	%
CA France	1 354	7%	3 579	9%
CA Export	18 609	93%	35 232	91%
Total	19 963	100%	38 811	100%

par secteur d'activité

	30/06/2022	%	31/12/2021	%
CA Equipements	14 588	73%	29 210	75%
CA Consommables et services	5 375	27%	9 601	25%
Total	19 963	100%	38 811	100%

Note 19 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Production stockée	564	- 473
Production Immobilisée	3 807	6 285
Subvention d'exploitation		2
Reprise de provisions	522	85
Transfert de charges		180
Crédit d'impôt recherche	1 198	2 086
Autres produits	51	148
Total	6 142	8 313

La production immobilisée pour un montant de 3807K€ représente le coût des plateformes expérimentales développées pour la période.

Note 20 : Autres charges externes

Les achats et charges externes se composent pour l'essentiel de (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Publicité et salons	667	158
Loyers	620	1 253
Honoraires	570	687
Frais de commercialisation	109	358
Transport marchandises et déplacements	940	816
Divers	797	2 229
Total	3 703	5 501

Note 21 : Dotations aux provisions d'exploitation

Les dotations aux provisions d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2021	dotation	reprise	Ecart change	30/06/2022
Dépréciation client	457		- 3		454
Dépréciation stock	3 791	2	- 418		3 375
Provision pension retraite	581		- 101		480
Total	4 829	2	- 522	-	4 309

Note 22: Résultat financier

Le résultat financier est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Différence de change	188	- 130
Produits et charges financiers autres	3	
Total	191	- 130

Note 23: Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2022	31/12/2021
Produits et charges sur exercice ant.		548
Produits et charges exceptionnels	4	- 835
Reprise de provision pour risques		
Total	4	- 287

Note 24 : Impôts sur les sociétés

Impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2022	31/12/2021
Retraitements consolidés	- 291	- 1 458
Base	- 291	- 1 458
	- 97	- 486

Le taux d'impôt appliqué est de 33,33%

Impôts exigibles (en milliers d'euros)

	30/06/2022	31/12/2021
Impôts société	623	1 565
Impôts exigibles (en milliers d'euros)	623	1 565

Note 25 : Autres informations

* REMUNERATIONS ET HONORAIRES ALLOUES AUX ORGANES DE DIRECTION

(en milliers d'euros)

	30/06/2022	31/12/2021
Rémunérations	357	1054
Total	357	1054

Note 26: EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

	30/06/2022	31/12/2021
Cadres	94	97
Non Cadres	102	99
Total	196	196

Note 27: FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses effectuées au titre de la recherche et du développement sur l'exercice sont d'un montant de 5 655K€, soit 28,33% du CA consolidé du groupe. Cette recherche est activée pour un montant de 3 807K€ (CAPEX), le solde pour un montant de 1 848K€ reste comptabilisé en charge. La dotation aux amortissements des plateformes expérimentales commercialisées s'élève à 1 783K€.

Le groupe a calculé un CIR arrêté au 30 juin 2022 d'un montant de 1 198K€, il est comptabilisé en produit et participe au financement de la recherche comptabilisée en charge.

(en milliers d'euros)

	30/06/2022	31/12/2021
Dont Capex (frais de développement capitalisé)	3 807	6 285
Dont frais pris en charges	1 848	3 218
Total Dépenses R&D financées s/exercice	5 655	9 503
Dépenses de R&D en % du CA net	28,33%	24,90%

Dotations aux amort des frais de R&D capitalisés sur les exercices précédents	1 783	2 872
---	-------	-------

28- Impôts et preuve d'impôt (en milliers d'euros)

	30/06/2022
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant IS	4 177
IS théorique à 25,5%	1 044
	- 623
Ecart	421
Décomposition de l'écart	
Non reconnaissance d'actifs d'impôts	- 345
Incidence des déficits reportables	
Incidence des différences permanentes	1
Contribution sociale	
Autres décalages	668
Impôt courant	97
Ecart	421

29 - Résultat par action (en euros)

	2022 30-juin	2021 31-déc
Résultat net	3 414 746	5 478 937
Nombre d'actions	6 246 480	6 234 480
Actions propres à déduire	- 78 218	- 68 989
	6 168 262	6 165 491
Nombre d'actions théorique issu de l'exercice potentiel des BSA en circulation		
Total des actions dilué tenant comptes des instruments en circulation	6 168 262	6 165 491
Résultat par action (en €)	0,55	0,89
Résultat par action dilué	0,55	0,89

30 - Engagements financiers (en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés non échus	néant
Autres engagements : nantissement du fonds de commerce	
BANQUE T	135
BANQUE B	4 712
	4 847

31 - Cautions - Garantie première demande (en milliers d'euros)

CAUTIONS	DATE DEBUT	DATE FIN	MONTANT
UNIVERSITA DI TRENTO	19/10/2020	30/11/2022	45
UNIVERSITY OF IOANNINA	19/04/2022	15/04/2023	347
			392

32- Transactions entre les parties liées

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.123-198 11°.